

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### 1.2 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N° DMORN-2023-04)

#### ***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la Transition écologique et solidaire - DREAL Occitanie / Direction  
Transports

#### ***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du  
Logement de la région Occitanie par délégation de Monsieur le Préfet de région  
Occitanie

#### ***Objet du marché***

RN 124 – Section Gimont-L'Isle-Jourdain – Travaux de fouille d'archéologie  
préventive à Monferran-Savès et Giscaro

#### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 9 juin 2023 à 16H00 (heure locale de l'adresse du  
RPA)

Mois 0 (m0) mois précédent la date limite de remise des offres

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	13
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	16
3-3. Variation dans les prix.....	20
3-4. Modalités particulières de paiement.....	22
3-5. Augmentation du montant des travaux.....	22
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	23
4-1. Délai de réalisation.....	23
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	23
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	23
4-4. Autres pénalités.....	24
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	27
5-1. Retenue de garantie.....	27
5-2. Avances.....	27
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	28
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	28
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	28
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	28
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	28
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	28
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	28
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	29
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	29
7-4. Piquetage général.....	29
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	29
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	30

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	30
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	31
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	31
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	31
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	34
8-6. Registre de chantier.....	34
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	34
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.	34
9-2. Réception.....	35
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	35
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	35
9-5. Documents fournis après exécution.....	35
9-6. Délai de garantie.....	36
9-7. Garanties particulières.....	36
ARTICLE 10. RESILIATION.....	36
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	37
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	37

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent l'opération routière de la mise à 2x2 voies de la RN 124 entre Gimont et L'Isle-Jourdain dans le Gers - travaux de fouille d'archéologie préventive sur les communes de Monferran-Savès et Giscaro.

La réalisation des fouilles est prescrite par arrêtés préfectoraux :

- n°76-2023-0272 du 27/03/2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive sur les parcelles A808, A774 et A775p sur la commune de Monferran-Savès (sur une superficie totale de 8 500 m<sup>2</sup> conforme au plan annexé à l'arrêté) ;
- n°76-2023-0283 du 27/03/2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive sur la parcelle ZB17p sur la commune de Giscaro (sur une superficie totale de 7 000 m<sup>2</sup> conforme au plan annexé à l'arrêté).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Monferran-Savès et Giscaro (département du Gers),

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

#### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

L'opération de travaux est allotie. La consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

<b>Désignation des lots</b>	
<b>Lot 1</b>	Travaux de fouille d'archéologie préventive sur les parcelles A808, A774 et A775p sur la commune de Monferran-Savès
<b>Lot 2</b>	Travaux de fouille d'archéologie préventive sur la parcelle ZB17p sur la commune de Giscaro

Chaque marché comporte une tranche ferme et des tranches optionnelles comme décrites aux cahiers des charges scientifiques annexés aux arrêtés n°76-2023-0272 du 27/03/2023 sur la commune de Monferran-Savès et n°76-2023-0283 du 27/03/2023 sur la commune de Giscaro :

<b>Lot 1</b>	
<b>Tranche ferme</b>	Travaux de fouille d'archéologie préventive sur la commune de Monferran-Savès
<b>Tranche optionnelle 1</b>	Mise en oeuvre de moyens renforcés ou de protocoles particuliers de fouilles en cas de découvertes de vestiges dont la densité ou la complexité justifieraient un renfort d'équipe présente sur site
<b>Tranche optionnelle 2</b>	Mise en oeuvre de moyens nécessaires à la fouille lors de l'intervention sédimentaire, et à l'exploitation lors de la phase d'études, des données collectées sur le terrain en cas de découverte de plus de 15 sépultures complètes
<b>Tranche optionnelle 3</b>	Mise en oeuvre de moyens nécessaires à la fouille et à l'exploitation lors de la phase d'études, des données collectées sur le terrain en cas de découverte d'un four

<b>Lot 2</b>	
<b>Tranche ferme</b>	Travaux de fouille d'archéologie préventive sur la commune de Giscaro
<b>Tranche optionnelle 1</b>	Mise en oeuvre de moyens renforcés ou de protocoles particuliers de fouilles en cas de découvertes de vestiges dont la densité ou la complexité justifieraient un renfort d'équipe présente sur site
<b>Tranche optionnelle 2</b>	Mise en oeuvre de moyens nécessaires à la fouille et à l'exploitation lors de la phase d'études, des données collectées sur le terrain en cas de découverte d'un souterrain-refuge ou d'un puits

La mise en oeuvre des tranches optionnelles par le maître d'ouvrage est conditionnée par la demande du Conservateur régional de l'archéologie, après éventuellement avis de la commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA).

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1.** Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

#### **1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les sous-traitants doivent être agréés quel que soit leur rang.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial en utilisant l'imprimé de déclaration de sous-traitance qui peut être téléchargé sur le site internet du ministère en charge de l'Économie (DC4 ou document qui s'y serait substitué comportant les renseignements prévus par l'article R. 2393-25 du CCP).

Lors de la présentation de l'agrément d'un sous-traitant, le titulaire devra préciser dans le DC4, en cas de groupement, le co-traitant de rattachement de ce sous-traitant, ainsi que la répartition financière des prestations du sous-traitant entre les missions du marché.

Le titulaire doit joindre à ce DC4, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

En outre, dans les conditions de l'article R.2393-27 du CCP, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans le cadre d'un marché où l'exemplaire unique a été délivré au titulaire, ce dernier aura l'obligation de restituer l'exemplaire unique au moment de l'agrément de sous-traitant afin d'être modifié, faute de quoi l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ne pourra légalement intervenir.

### **1-3.3.** Conduite d'opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d'œuvre

Sans objet.

### **1-3.5.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par DEKRA Industrial :

DEKRA Industrial  
Immeuble Aurélien  
29 avenue J.F. Champollion BP 43797  
31037 TOULOUSE CEDEX 1

Il est désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS" et représenté par M. TASSET.

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8.** Autres intervenants

La mission de coordination environnementale est assurée par :

ARTELIA

15 Allée de Bellefontaine · 31106 · TOULOUSE Cedex 1

L'exploitation de la RN124 est assurée par :

DIRSO

155 avenue des arènes romaines – 31000 TOULOUSE

La validation du projet scientifique d'intervention du titulaire, l'expertise et le pilotage des fouilles, conformément aux modalités de l'arrêté de prescription de fouilles préventives et du cahier des charges scientifiques est assurée par :

DRAC - Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie / Service Régional de l'Archéologie

32, rue de la Dalbade — BP 811 — 31080 Toulouse Cedex 6.

### **1-3.9.** Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur dûment notifié au titulaire, par :

Le chef de la Division de la Maîtrise d'Ouvrage des Routes Nationales Ouest (DMORNO) de la Direction Transports (DT) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception des contrats de sous traitance et de leurs avenants lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du code de la commande publique, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4),
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAP art. 3.2.5 dérogeant à CCAG art. 12.4.2),
- La réception du décompte général signé ou non du titulaire, avec ou sans réserves (CCAG art. 12.4.3.)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

Sans objet.

### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-6. Dispositions générales**

#### **1-6.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.



Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-6.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### **1-6.3.1** Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2** Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minima de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3** Assurances de responsabilité civile décennale :

Les entreprises peuvent tout à fait et ont intérêt à souscrire une assurance RCv décennale facultative pour couvrir les risques inhérents à une opération. De même il est dans l'intérêt du maître d'ouvrage que les entreprises soient assurées au titre de leur responsabilité et de disposer des attestations d'assurance souscrites à cette fin.

#### **1-6.3.4** Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le Maître d'ouvrage reste recevable à appeler en garantie le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour les dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation de ces travaux, alors même que leur réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans réserve ou réfaction relative à ces désordres.

#### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables selon l'article R2122-7 du CCP.

#### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

##### 1-6.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire aura à sa charge la mise en place des mesures et dispositions nécessaires pour répondre aux exigences environnementales du maître d'ouvrage pendant la réalisation des travaux, conformément aux prescriptions exprimées dans la Notice de respect de l'environnement (NRE).

L'organisation, la mise en place, le suivi et le contrôle du respect de ces mesures devront notamment faire l'objet de la part du titulaire de divers documents d'engagement (Schéma d'Organisation du plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) et Plan de Respect de l'Environnement (PRE)).

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le Maître d'Ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le Maître d'Ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

#### **1-6.6.** Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

En tout état de cause, conformément à l'article 1788 du Code civil : « Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose ».

En conséquence, le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception concernant l'ouvrage correspondant, ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

#### **A - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le bordereau des prix ;
- Le détail estimatif ;
- Les arrêtés préfectoraux n°76-2023-0272 du 27/03/2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive sur les parcelles A808, A774 et A775p sur la commune de Monferran-Savès (sur une superficie totale de 8 500 m<sup>2</sup> conforme au plan annexé à l'arrêté) et n°76-2023-0283 du 27/03/2023 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive sur la parcelle ZB17p sur la commune de Giscaro (sur une

superficie totale de 7 000 m<sup>2</sup> conforme au plan annexé à l'arrêté) et les cahiers des charges scientifiques annexés ;

- Le projet scientifique d'intervention de l'attributaire une fois validé par la DRAC ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- La Notice de Respect de l'Environnement (NRE) ;
- Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique.

## **B - Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

### **Engagements unilatéraux du titulaire**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, à l'exception de ceux cités à l'article 2 ci-dessus, les éléments de l'offre remise par le titulaire et notamment les modalités d'organisation pour mener à bien la mission, et l'organigramme des moyens humains mobilisés ne constituent pas une pièce contractuelle, mais des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de lui le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

Toutefois, le titulaire pourra proposer à l'agrément du maître d'ouvrage des modifications de ces documents en cours d'exécution de sa mission. Le maître d'ouvrage fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai vaut agrément des modifications présentées.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ces documents ne lui confèrent pas de droits, de sorte qu'il ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser sa mission différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

#### **3-1.1.** délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai de réalisation de la période de préparation de la tranche ferme :

Lot 1	
Tranche	Délai
Optionnelle 1	1 mois et 10 semaines
Optionnelle 2	1 mois et 10 semaines
Optionnelle 3	1 mois et 10 semaines

Lot 2	
Tranche	Délai
Optionnelle 1	1 mois et 8 semaines
Optionnelle 2	1 mois et 8 semaines

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

#### **3-1.2.** indemnité de dédit

Sans objet.

#### **3-1.3.** indemnité d'attente

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :
  - Travaux de fouille situés à proximité de la RN124 ouverte à la circulation publique avec nécessité de maintenir tous les mouvements de circulations avec éventuellement nécessité d'un arrêté de circulation et prise en compte des prescriptions du gestionnaire routier (DIRSO) .
  - Présence de plusieurs réseaux de concessionnaires enterrés ou aériens à proximité du chantier (eau, transport et distribution d'électricité, fibre optique, etc.) avec éventuels travaux d'entretien courant de ces réseaux susceptibles d'être concomitants aux fouilles ;
  - Protection du milieu naturel vis-à-vis d'une pollution accidentelle sur le chantier, et mise en place d'une gestion des déchets issus du chantier ;
  - Protection des sites de fouille pendant toute la durée du chantier (mise en place , si nécessaire d'une clôture pour éviter toute intrusion notamment le soir, le week-end et les jours non travaillés) ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte des dépenses provenant des mesures particulières liées aux prescriptions du SOPRE, pour prise en compte des enjeux environnementaux identifiés sur l'opération (notamment barrières anti batraciens au droit du chantier);
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et compte tenu des enjeux environnementaux du site (conformément à la NRE) ;
- En tenant compte de l'obligation de l'entrepreneur titulaire de tenir propre en permanence les chaussées des voies ouvertes à la circulation ;
- En tenant compte des concertations obligatoires avec la DRAC et plus particulièrement le service régional de l'archéologie (SRA)
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

<b>Nature du phénomène</b>	<b>Intensité limite</b>	<b>Durée ou période de mesure</b>
Vent	130 km/h	4 heures
Pluie d'orage	200 mm	En 24 heures
Gel	- 10°C	Pendant 4 heures
Neige	150 mm	En 24 heures



La période des phénomènes naturels durant les trente dernières années précédant la consultation est prise en compte quelle que soit l'époque de survenance et les trente dernières années s'achèvent le premier jour du mois d'établissement des prix indiquée en page 1 du présent CCAP.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :  
CENTRE MÉTÉOROLOGIQUE DE TOULOUSE BLAGNAC

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé défini est donné dans le bordereau des prix.

En application de l'article 13 du CCAG, ce marché prévoit la possibilité de recourir à des prix nouveaux. Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant, y compris ceux déjà rendus définitifs dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du titulaire dans un délai de trente (30) jours suivants l'ordre de service qui lui a été notifié.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2. et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le MOA.

**3-2.4.** Sous-détail ou décomposition de prix

Sans objet.

**3-2.5.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME ou équivalent) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage.

S'agissant des prix forfaitaires, l'utilisation de l'application GEMME implique que le montant du prix forfaitaire indiqué dans la facture ne pourra résulter d'un taux d'avancement de plus de 3 décimales de ce prix. Le prestataire devra tenir compte de cette contrainte dans l'établissement de sa facture. A défaut, les factures seront rejetées.

Les pénalités seront appliquées par précompte sur les états d'acompte, sans pour autant priver le maître d'ouvrage de la possibilité de les appliquer pour la première fois au stade du décompte général.

Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les projets de décompte préciseront la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG. Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG, l'établissement et la notification par OS des états d'acompte au titulaire sont réalisés par le RPA.

Ces décomptes sont établis avec les derniers index de référence connus.

- **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'ouvrage un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le titulaire procèdera aux saisies des quantités mensuelles estimées et constatées (correspondant aux avant métrés ou métrés) par prix unitaire et par ouvrage de gestion technique selon le découpage fourni par le Maître d'ouvrage.

Les projets de décomptes présentés devront comporter un minimum de 50% de quantités constatées et dûment justifiées (plans, métrés, calculs,...).

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite, en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état de règlement implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

- **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous trente (30) jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Toutefois, s'il est fait application des stipulations de l'article 41.5 du CCAG, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ du délai de trente (30) jours ci-dessus.

Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Par dérogation au 12.4.2 du CCAG, le décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais ci-dessus, le titulaire le met en demeure d'y procéder.

Toujours par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, l'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le maître d'ouvrage dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif de sa demande d'établissement du décompte général. Elle ne saurait en aucun cas faire naître un décompte accepté tacitement par le maître d'ouvrage.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée par **Facturation sous forme électronique.**

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'État : 11 000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense : EALCPCM031
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page 1 du présent CCAP, conformément à l'article 9.4.4 du CCAG.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

TP01 : Index général TP

Il est publié sur le site internet de l'INSEE :

– [www.insee.fr/fr/statistiques/3372699](http://www.insee.fr/fr/statistiques/3372699)

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_o)$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

Pour la mise en œuvre de cette formule, en application de l'article 11.4 du CCG, le coefficient final de prix est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

Pour la mise en œuvre de cette formule, en application de l'article 11.4 du CCAG, le coefficient de révision final sera arrondi au millième supérieur.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Conformément à l'article 13.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, le représentant du pouvoir adjudicateur, reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la maîtrise d'ouvrage ;
- Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2. et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le maître d'ouvrage.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Par dérogation à l'article 23 tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant ou décision de poursuivre y compris ceux déjà rendus définitifs dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du titulaire dans un délai de 30 jours suivants l'ordre de service qui lui a été notifié.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Toutes les pénalités journalières mentionnées ci-dessous s'appliquent sur les jours calendaires et sont en €HT.

Toutes les pénalités sont cumulables y compris celles pour retard exécution du délai global et du délai distinct.

Ces pénalités seront incluses par pré compte dans les états d'acompte mensuels.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 500 €.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, les pénalités appliquées en cas de retard d'exécution des tâches du délai partiel défini à l'article 3-3 de l'acte d'engagement, seront de mille euros (1 000 € HT) par jour calendaire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG travaux, ces pénalités ne sont pas plafonnées et sont cumulables avec les pénalités pour retard d'exécution sur le délai global et avec les autres pénalités prévues du présent CCAP.

### **4-3.3.** Primes d'avance

Sans objet.

## **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

### **4-4.1.** Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Dans le délai de 10 jours comptés à partir de la fin des travaux de fouille sur site, et en cas de non-respect de l'ensemble des obligations du titulaire pour le repliement de toutes les installations de chantier, clôtures, assainissements temporaires et remise en l'état d'origine des lieux (installations, zones de fouilles, zones d'accès et zones de fouilles) dont la mise en place convenable de la terre végétale : pénalité journalière de **500 € HT**.

### **4-4.2.** Documents fournis après exécution

Sans objet.

### **4-4.3.** Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200 € HT**.

### **4-4.4.** Rendez-vous de chantier

Sans objet.

### **4-4.5.** Clauses sociales

Sans objet.

### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de **1 000 € HT** pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

### **4-4.7.** Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité journalière de 2 000 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 8221-5 du code du travail

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et 8224-5 du code du travail.



À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

#### **4-4.8.** Autres pénalités diverses

Si le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre constate que l'entreprise ne respecte pas une des clauses du marché mentionnées ci-dessous, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG : les pénalité journalière :

**4-4.8.1** Pénalité pour non respect des zones définies contradictoirement avec le MOE ou le MOA pour les interventions (zones de fouilles, zones d'accès et de circulation, zones de stockage de la TV, des déblais, des éventuels déchets) : pénalité journalière fixée à **100 € HT**.

#### **4-4.8.2.** Pénalités pour atteintes à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories dont la liste non exhaustive des infractions par catégories est la suivante :

Catégorie 1 : infractions de comportement et toute autre action sans conséquence directe sur l'environnement :

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets);
- manquement aux prescriptions du dossier de propreté de chantier;
- non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché;
- non-respect des autres procédures d'exécution validée de l'entreprise,
- mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier;
- non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité);
- non respect des prescriptions environnementales du marché ;

La pénalité encourue est de **1 000 € HT** par cas constaté.

Catégorie 2 : atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol;
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement, et notamment du renouvellement des filtres, curage et vidange des bassins provisoires;
- pénétration d'engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées;
- mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux;
- émissions de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs;
- dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés;
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet;
- feux non déclarés ou non autorisés;
- enfouissement de déchets de chantier de quelque nature que ce soit;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés , quelle que soit la nature des déchets (hors déchets dangereux);

- non-respect des prescriptions des arrêtés et autorisation de la législation des transports et notamment transport de déchets de chantier DANGEREUX par une entreprise non agréée;
- stockage de produits dangereux sans aménagement de l'aire et notamment stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche;

La pénalité encourue est de **2 000 € HT** par jour ou par cas constaté.

Catégorie 3 : dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- destruction d'une station de plante protégée ou d'une espèce animale;
- déboisement pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés;
- remblaiement de zone humide non autorisé;
- destruction de milieux naturels ;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier DANGEREUX en dehors d'un centre de traitement agréés (I.C.P.E.);
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine.

La pénalité encourue est de **5 000 € HT** par cas constaté.

L'Entrepreneur informe dans les plus brefs délais le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'Entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

#### 4-4.8.3. Pénalités et retenues pour non respect des règles de sécurité et de signalisation

Problème constaté	Montant HT de la pénalité applicable par jour calendaire constaté
Non-entretien de la signalisation ou de panneaux de chantier	<b>500,00 €</b>
Non-entretien des voiries, pistes et accès de chantier, abords de chantier, etc.	<b>500,00 €</b>
Défaut de fermeture (accès et emprises) et entretien du chantier	<b>1 000,00 €</b>
Défaut sur engin ou engin en surcharge	<b>500,00 €</b>
Non respect des consignes du PGCSPPS et du PPSPS	<b>1 000,00 €</b>
Manquement à la réglementation et aux prescriptions du marché concernant l'hygiène et la sécurité	<b>500,00 €</b>

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité à compter de la notification du marché.

La période de préparation n'est pas comprise dans la durée d'exécution des travaux.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le cahier des charges scientifique fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Sans objet.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

## **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

## **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, pour l'ensemble des ouvrages et équipements du présent marché.

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- Canalisation des réseaux humides (EU, AEP, EP)
- Canalisation de gaz (distribution et transport)
- Réseaux secs électriques et téléphoniques

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec la DRAC dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Réalisation des DICT sur toute l'emprise du chantier et étendue aux zones de stockages, de manœuvre et autres espaces impactés par les opérations nécessaires à la réalisation des travaux de fouille ;
- Réalisation d'un état des lieux de chaque voirie, publique ou privée, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contradictoirement avec un représentant du gestionnaire des voies concernées ;
- Etablissement et mise au point du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) sur la base du SOPRE ;

- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) de la DRAC et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

## **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa de la DRAC.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) de la DRAC nécessaires au démarrage des travaux.

## **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre ou la DRAC et ce dans les délais prévus par celui-ci.

## **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

## **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

#### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

#### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.



Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des services ci-après :

- de la DIRSO pour le réseau national ;
- des services du Conseil Départemental du Gers pour le réseau départemental ;
- des services techniques des communes concernées pour les voies communales.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquet K10 est assurée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du gestionnaire de voirie les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser. Il sollicite l'obtention de l'arrêté de circulation

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au gestionnaire de voirie le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du gestionnaire de voirie ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causé sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1.** Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-1.2.** Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées et du CCTG sont seules applicables.

## **9-2. Réception**

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

A la fin des travaux de fouille, le titulaire remet les lieux (site des travaux de fouille, accès et zone de dépôt) dans le même état qu'avant la prestation. Cette remise en état fait l'objet d'un PV.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Le rapport final des fouilles réalisées en 8 exemplaires suivant les préconisations de l'arrêté ministériel du 27/09/2004 portant définition des normes du contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, notamment constitué :
  - de l'étude post fouilles,
  - de l'inventaire détaillé du mobilier issu de l'opération, qui sera joint en annexe du rapport.

Le rapport sera remis au Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie avec l'intégralité de la documentation constituée lors de l'opération de fouille d'archéologique préventive prescrite avec une copie à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives et à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie / DMORNO), maître d'ouvrage du projet routier.

Le délai de remise du rapport ne devra pas, en tout état de cause, excéder vingt quatre (24) mois à compter de la fin de la phase de terrain.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

## **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, et de l'AE sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.3.1, 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
AE 3-1	déroge à l'article	28.1 et 18.1.1 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**